

12 juin 2023

(23-3939)

Page: 1/2

Comité du budget, des finances et de l'administration

**RÉPONSES DU SECRÉTARIAT AUX RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR EXTERNE
CONCERNANT LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022**

1 OBJET

1.1. Le présent document expose les réponses du Secrétariat aux recommandations formulées par l'auditeur externe concernant les états financiers de l'OMC pour 2022.¹ Le tableau 1 ci-après contient les recommandations spécifiques et les réponses y relatives.

1.2. Le Secrétariat accepte toutes les recommandations et mettra en place des mesures visant à les appliquer.

¹ WT/BFA/W/639.

ANNEXE 1: RÉPONSES AUX RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR EXTERNE

N°	Recommandation de la Cour des comptes française	Réponse du Secrétariat de l'OMC
1	Améliorer la documentation de la revue annuelle des accès, pour permettre d'identifier les vérifications effectuées et les modifications ayant été réalisées, en incluant: a) la liste d'utilisateurs et de droits associés d'origine; b) si applicable, les échanges faisant apparaître les validations ou invalidations des profils; c) les modifications à apporter et réalisées dans le système; d) l'état final de la liste dans une extraction post-modification datée.	Le Secrétariat fournira aux auditeurs des renseignements sur les processus et documents qu'il utilise actuellement dans ce domaine et assurera un suivi avec les auditeurs afin de mieux comprendre comment les renseignements fournis peuvent être complétés.
2	Envisager d'examiner la possibilité de renforcer la robustesse de l'estimation des avantages à long terme du personnel par les moyens suivants: a) évaluer si une différenciation des taux de retrait et des taux de retraite par catégorie de personnel et par ancienneté se traduirait par une amélioration des évaluations actuarielles; b) examiner la possibilité de différencier les taux d'augmentation des salaires par catégorie de personnel; c) déterminer le taux d'adhésion au régime d'assurance santé après la cessation de service au moment de la retraite et le taux de déchéance après la retraite et ajuster le passif, si cela est justifié; d) analyser l'effet de la pondération des hypothèses financières par les combinaisons de devises sur les obligations au titre des prestations définies à la date d'évaluation; e) justifier le taux d'inflation médicale par une piste d'audit suffisante.	Le Secrétariat prend note de la recommandation visant à renforcer l'estimation des avantages à long terme du personnel. Il examinera cette recommandation avec l'actuaire afin de déterminer s'il est possible de mettre en œuvre les suggestions formulées et l'approche pratique à adopter pour cela.
3	Effectuer une analyse de l'importance relative des hypothèses actuarielles afin de présenter celles qui sont significatives dans les notes aux états financiers et maintenir une piste d'audit appropriée.	Le Secrétariat procédera à une analyse de matérialité des hypothèses actuarielles et en divulguera les résultats, en commençant par les états financiers pour 2023.
4	Effectuer l'analyse de sensibilité des engagements du Régime des pensions et du plan d'assurance santé après la cessation de service à la date de clôture pour chaque hypothèse actuarielle importante et présenter les résultats de ces analyses dans les notes aux états financiers.	Le Secrétariat mettra en œuvre cette recommandation, en commençant par les états financiers pour 2023.